



**Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du  
31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières  
relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part,  
et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale  
d'Allemagne, d'autre part,**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 21 novembre 1984 portant, entre autres, approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 et notamment les articles 4, 5 et 6 ;

Vu l'avis de la Commission Commune Permanente pour la Pêche dans les Eaux Frontalières ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

**Arrêtons :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Au paragraphe (5) de l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières avec l'Allemagne le terme « permis de pêche journalier collectif » est remplacé par celui de « permis de pêche hebdomadaire collectif ».

**Article 2**

L'article 2 du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

L'alinéa 8 est remplacé par le texte ayant la teneur suivante « 5 euros par personne et par manifestation pour le permis de pêche hebdomadaire collectif » .

Un alinéa 9 ayant la teneur suivante est ajouté : « Par dérogation au paragraphe qui précède, la taxe à percevoir pour le permis de pêche annuel de la catégorie A est fixée à 10 euros pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

### **Article 3**

L'article 3 du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

« (1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs comprennent un volet en carton de 12,5 cm de hauteur et de 8 cm de largeur.

(2) Les permis sont de couleur jaune, bleue et rouge selon qu'ils sont valables un an, un mois ou une semaine. Le permis de pêche hebdomadaire collectif est de couleur verte. ».

### **Article 4**

L'article 4 paragraphe (1) du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

A l'alinéa 6 le terme « permis de pêche journalier collectif » est remplacé par celui de « permis de pêche hebdomadaire collectif ».

L'alinéa 18 est remplacé par le texte ayant la teneur suivante : « et Permis de pêche 5 euros pour le permis de pêche hebdomadaire collectif ».

### **Article 5**

A l'article 5 paragraphe (1) le terme « journaliers collectifs » est remplacé par celui de « hebdomadaires collectifs ».

### **Article 6**

Notre Ministre de l'Environnement et notre Ministre des Finances, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

## Exposé des motifs

Le présent règlement se propose de modifier le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Lander de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part.

Le « permis de pêche journalier collectif » ancien nécessite par rapport au montant de sa taxe une charge administrative trop importante. Il est remplacé par le « permis de pêche hebdomadaire collectif ». La taxe y relative est ainsi rehaussée.

Des permis de pêche à taxe réduite pour des motifs sociaux seront introduits nouvellement de façon transfrontalière afin de permettre l'action de pêche à des intéressés supplémentaires.

## Commentaire des articles

### **Ad Article 1<sup>er</sup> :**

Cet article concene le remplacement du « permis de pêche journalier collectif » par le « permis de pêche hebdomadaire collectif » pour l'exercice de la pêche à partir de la rive pour des groupes supérieurs à 12 personnes.

### **Ad Article 2 :**

Cet article fixe le prix du « permis de pêche hebdomadaire collectif » à 5 euros par personne. Le prix est fixé et par manifestation. Le permis de pêche

Cet article concerne également l'introduction de permis de pêche annuels à taxe réduite (10 euros) pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

### **Ad Article 3 :**

Cet article fixe les dimensions et couleurs des permis de pêche.

### **Ad Article 4 et 5 :**

Sans commentaire particulier.

### **Ad Article 6 :**

L'article contient la formule exécutoire.

**Règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part,**

(Mém. A - 73 du 17 septembre 1986, p. 1974)

modifié par:

Règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

(Mém. A - 144 du 20 décembre 2001. p. 2938)

**Texte coordonné au 20 décembre 2001**

**Version applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002**

**Art. 1<sup>er</sup>.**

(1) Il est créé deux catégories de permis de pêche annuels, mensuels et hebdomadaires à savoir:

- a) le permis de pêche de la catégorie «A»;
- b) le permis de pêche de la catégorie «B».

(2) Le permis de pêche de la catégorie «A», autorise son titulaire à exercer la pêche à partir de la rive.

(3) Le permis de pêche de la catégorie «B», autorise son titulaire à exercer la pêche à partir soit d'un bateau, soit d'un appareil flottant ou fixe qui en tient lieu.

(4) Le permis de pêche de la catégorie «B» confère, outre les droits attachés au permis «B», les droits attachés au permis de pêche de la catégorie «A».

(rgd du XXXX)

(5) Il est créé en outre un permis de pêche hebdomadaire collectif, «délivré à des groupes de douze personnes ou plus, exerçant ensemble la pêche»<sup>1</sup>. Ce permis n'autorise l'exercice de la pêche qu'à partir de la rive.

**Art. 2.**

La taxe à percevoir pour la délivrance de ces permis est fixée comme suit:

- «15 euros»<sup>2</sup> pour le permis de pêche annuel de la catégorie A;
- «40 euros»<sup>3</sup> pour le permis de pêche annuel de la catégorie B;
- «10 euros»<sup>4</sup> pour le permis de pêche mensuel de la catégorie A;
- «25 euros»<sup>5</sup> pour le permis de pêche mensuel de la catégorie B;
- «5 euros»<sup>6</sup> pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie A;
- «10 euros»<sup>7</sup> pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie B; et

<sup>1</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>2</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>3</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>4</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>5</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>6</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>7</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

(rgd du XXXX)

5 euros»<sup>8</sup> pour le permis de pêche hebdomadaire collectif.

(rgd du XXXX)

Par dérogation au paragraphe qui précède, la taxe à percevoir pour le permis de pêche annuel de la catégorie A est fixée à 10 euros pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

### **Art. 3.**

(rgd du XXXX)

(1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs comprennent un volet en carton de 12,5 cm de hauteur et de 8 cm de largeur.

(2) Les permis sont de couleur jaune, bleue et rouge selon qu'ils sont valables un an, un mois ou une semaine.

### **Art. 4.**

(1) Le volet porte au recto la légende:

Grand-Duché de Luxembourg;

Permis de pêche annuel ou

Permis de pêche mensuel ou

Permis de pêche hebdomadaire ou

(rgd du XXXX)

Permis de pêche hebdomadaire collectif

Catégorie: A, B;

N°..... ;

Valable du ... au ... inclusivement

Le timbre grand-ducal;

Le timbre noir avec les indications:

Permis de pêche «15 euros»<sup>9</sup> pour le permis de pêche annuel de la catégorie A;

Permis de pêche «40 euros»<sup>10</sup> pour le permis de pêche annuel de la catégorie B;

Permis de pêche «10 euros»<sup>11</sup> pour le permis de pêche mensuel de la catégorie A;

Permis de pêche «25 euros»<sup>12</sup> pour le permis de pêche mensuel de la catégorie B;

Permis de pêche «5 euros»<sup>13</sup> pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie A;

Permis de pêche «10 euros»<sup>14</sup> pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie B;

et Permis de pêche «0,50 euros»<sup>15</sup> pour le permis de pêche journalier collectif,

<sup>8</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>9</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>10</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>11</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>12</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>13</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

<sup>14</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

Luxembourg et les armes du pays.

(2) A la partie inférieure du volet un emplacement est réservé au commissaire de district ou à son délégué pour y apposer sa signature et y inscrire les lieu et date de l'émission.

(3) Le volet mentionne au verso les inscriptions suivantes:

Noms, prénoms, lieu de naissance, date de naissance, profession, domicile, rue et numéro et nationalité.

Au bas du volet figure la mention:

Uniquement valable avec une pièce d'identité.

**Art. 5.**

(rgd du XXXX)

(1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs sont délivrés par les commissaires de district «, ceux-ci peuvent déléguer ce droit sous leur propre responsabilité»<sup>1</sup>.

(2) Les permis sont personnels. Ils sont uniquement valables pour la pêche formant frontière entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne.

**Art. 6.**

Notre ministre des Finances et Notre ministre de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

---

<sup>15</sup> Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.



**Ergebnisniederschrift zur 40. Sitzung der ständigen gemeinsamen  
Grenzfischereikommission für Mosel, Sauer und Our**

**am Dienstag, den 20. November 2012 im Hotel Le Pavillon in Echternach**

**Beginn:** 10:00 Uhr

**Ende:** 16:00 Uhr

**Anwesend:**

Frau Silke Holzbrecher  
Herr Dr. Tomás Brenner  
Herr Wolfgang Grötsch  
Herr Lothar Jörgensen  
Herr Heinz Riehm  
Herr Georg Ohs  
Herr Werner Becker  
Herr Jos Scheuer  
Herr Mathias Schmit  
Herr Joachim Gerstner  
Herr Paul Schroeder  
Herr Dr. Max Lauff  
Herr Tom Veissé

**Tagesordnung:**

1. Genehmigung der Tagesordnung
2. Genehmigung der Niederschrift der 39. Sitzung vom 10 November 2011
3. Projektidee zur Entwicklung eines Frühwarnsystems zum Aalschutz
4. Verwendung der Fischereieinnahmen, Besatzmaßnahmen
5. Verzehrempfehlungen
6. Änderungsvorschläge für die bestehenden Rechtsverordnungen zur Regelung der Fischereiausübung und zum Schutz der Fischerei
7. Zugang Moselufer
8. Verschiedenes
9. Nächste Sitzung

#### **TOP 1: Begrüßung und Genehmigung der Tagesordnung**

Herr Schroeder, Ministerium des Innern und für die Großregion, eröffnet als Gastgeber die Sitzung und begrüßt die anwesenden Kommissionsmitglieder. Herr Brenner weist auf die Punkte 8.2 (Stand Ausbaus des Stauwehres Rosport), 8.3 (Sozialermäßigung bei der Ausgabe von Fischereischeinen) und 8.5 (Fischereikontrollprobleme in Luxemburg) der Tagesordnung der GFK-Sitzung 2011 hin. Herr Schroeder schlägt vor, diese Punkte unter TOP 8 (Verschiedenes) der aktuellen Tagesordnung aufzugreifen. Die Tagesordnung wird dementsprechend verabschiedet.

#### **TOP 2: Genehmigung der Niederschrift der 39. Sitzung vom 10 November 2011**

Auf Anfrage von Herrn Brenner erläutert Herr Riehm dass alle Änderungswünsche berücksichtigt und in die Ergebnissniederschrift der GFK vom 10. November 2011 eingearbeitet wurden. Diese wird somit einstimmig von den Kommissionsmitgliedern angenommen.

#### **TOP 3: Projektidee zur Entwicklung eines Frühwarnsystems zum Aalschutz**

Herr Brenner erläutert die Aalschutzinitiative welche vom MULEWF gemeinsam mit den Fischereiverbänden und der RWE Power AG gegründet wurde. In diesem Zusammenhang wurden bereits die Ergebnisse verschiedener Aalbefischungen im Rahmen einer Masterarbeit ausgewertet. Des Weiteren wurde ein gemeinschaftliches Projekt der Universität Luxemburg und der FH Trier vorgestellt welches der Ausarbeitung eines EDV-basierten Frühwarnsystems dient. Dieses Frühwarnsystem, das in der nächsten GFK ausführlicher beschrieben wird, besteht in einer Kombination von 3 unterschiedlichen Methoden und dient einer Prognoseerstellung, deren Daten eine optimierte Wasserkraftanlagensteuerung zur Sicherung der Blankaalwanderung ermöglichen, unter anderem durch ein verbessertes Turbinenmanagement in der Hauptwanderzeit. Die Kosten dieses Projekts werden auf 150.000 Euro, verteilt auf einen Zeitraum von 3 Jahren, geschätzt. Die GFK erklärt sich einstimmig bereit, dieses Projekt über den Grenzfischereifonds zu bezuschussen, wenngleich noch nicht feststeht ob die Universität Luxemburg und die FH Trier sich ebenfalls an diesen Kosten beteiligen werden. Die Federführung bei diesem Projekt übernimmt das Bundesland Rheinland-Pfalz. Es wurde weiterhin darauf hingewiesen, dass der Einsatz des sogenannten Migromats als Frühwarnsystem nur in Grenzen verlässliche Daten liefert. Da die Kosten-Nutzen Bilanz bei diesem System suboptimal zu sein scheint, wird vom weiteren Einsatz des Migromats abgesehen. Außerdem wurde noch das Abfischen der Aale erwähnt, das darin besteht dass Aale in der Mosel sowie der Sauer bei der Abwanderung eingefangen werden um sie unterhalb der Wasserkraftanlagen im Rhein wieder auszusetzen. Herr Jörgensen berichtet von einer Größenmenge von 4-6 Tonnen Aale die in der Mosel abgefischt wurden, Herr Lauff gibt eine Zahl von 500-700 Kilogramm für die Sauer an, was die Grenzmosel betrifft so lagen keine eindeutigen Zahlen zu diesem Zeitpunkt vor.

#### **TOP 4: Verwendung der Fischereieinnahmen, Besatzmaßnahmen**

Die Fischereieinnahmen aus den Grenzgewässern werden in Luxemburg primär für Besatzmaßnahmen ausgegeben. Weiterhin werden die Fonds für das oben erwähnte Frühwarnsystem sowie für die Aktualisierung und Erweiterung der Grenzfischereibroschüre und die Förderung der Flussmuschel und der Flussperlmuschel eingesetzt. Zusätzlich zur Aktualisierung der Grenzfischereibroschüre sind das Versehen der Informationstafeln an dem grenzüberschreitenden Fischereilehrpfad in Weilerbach/Sauer mit QR Codes sowie das Erstellen einer Internetplattform mit Informationen zur Fischerei an den Grenzgewässern und gegebenenfalls einer entsprechenden Smartphone-Anwendung vorgesehen. Bei der zeitnahen Umsetzung (1. Hälfte 2013) der Aktualisierung und EDV-Erfassung der Broschüre wird Rheinland-Pfalz federführend sein, auf Vorschlag von Herrn Scheuer wird sich der luxemburgische Fischereiverband bei der Uni Luxemburg bzw. der FH Trier über die Umsetzungsmöglichkeiten einer Smartphone-Anwendung erkundigen. Was die Förderung der Fluss- sowie der Flussperlmuschel betrifft, so sind in Luxemburg 2 LIFE-Projekte in Ausführung welche teilweise durch die Grenzfischereieinnahmen finanziert werden (LIFE Unio Crassus: ca. 200.000 €). Außerdem schlägt Herr Jörgensen vor, das Überspannen der Teiche der Bachforellenanlage des AV Prüm zum Schutz vor Kormoranen aus dem Grenzfischereitopf zu finanzieren (Kosten circa 20.000 €). Diese Maßnahme dient ebenfalls



- 8.2 Auf Anfrage von Herr Brenner erklärt Herr Lauff dass die Umsetzung des Ausbaus des Stauwehres Rosport verzögert wurde und der ursprünglich für 2012 geplante Baubeginn derzeit für 2013 vorgesehen ist. Da die Inbetriebnahme eines Fischcounters sich als aufwändiger darstellt als anfangs angenommen schlägt Herr Brenner vor, die Funktionalität eines solchen Counters im Rahmen eines Projektes zu prüfen. Da zum bisherigen Zeitpunkt noch nicht definitiv geklärt ist welche Fischzählvorrichtung installiert wird, weist Herr Lauff auf technisch weniger aufwändige Möglichkeiten wie Elektrobefischungen oder das Aufstellen einer Kamera hin. Aufgrund des umweltrelevanten Zwischenfalls, welcher sich 2011 infolge einer Pegelsenkung der Sauer zwischen Ralingen und Rosport ereignete, wurde ein interregionales Gremium einberufen und es findet ein regelmäßiges Monitoring des oben genannten Sauerabschnitts statt.
- 8.3 Die GFK beschließt eine Ermäßigung auf Jahreserlaubnisscheine in Höhe von 1/3 der üblichen Gebühren für Personen mit einem Behindertenausweis (ab 50% Beeinträchtigung) sowie für Sozialhilfeempfänger. Die Umsetzung dieser Ermäßigung mit symbolischem Charakter wird jeweils auf nationaler Ebene geklärt. Die reduzierten Grenzfischerei-Jahreserlaubnisscheine werden somit 10 € anstatt 15 € kosten (s. auch TOP 6).
- 8.4 Die Fischereiaufsicht ist eine nationale Aufgabe, demnach liegt die Umsetzung der Fischereikontrolle nicht im Zuständigkeitsbereich der GFK.
- 8.5 Herr Grötsch informiert die Mitglieder der GFK über den Beschluss „Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln“ vom 4. September 2012 des Landtags Rheinland-Pfalz. Der Beschluss liegt dieser Ergebnisniederschrift bei.
- 8.6 Herr Ohs bittet die Mitglieder der Grenzfischereikommission und insbesondere die luxemburgische Vertretung ein Schreiben an das deutsche Bundesverkehrsministerium zu richten, um mit Nachdruck auf die Bedeutung der Durchgängigkeit der Mosel hinzuweisen.

**TOP 9: Nächste Sitzung**

Die nächste GFK-Sitzung, zu der turnusgemäß Rheinland-Pfalz einladen wird, wird voraussichtlich in der 2. Jahreshälfte 2013 im Haus der Fischerei in Oberbillig stattfinden.

- Anlagen:
- Anwesenheitsliste
  - Besatzplan 2012/2013 des Großherzogtums Luxemburg
  - Beschluss des Landtags Rheinland-Pfalz „Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln“ vom 4. September 2012

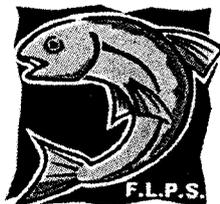
40. Sitzung der ständigen gemeinsamen Grenzfischereikommission

Mosel, Sauer und Our

20. November 2012 - Echternach

Anwesenheitsliste

Name	Institution	Email	Anschrift	Unterschrift
GROÏSCH, W.	Ministerium für Umwelt, Landwirtschaft, Energie, Weinbau und Forsten RLPS	wolfgang.groetsch@mwf.rlp.de	Kaiser-Friedr. Str. 1 55116 Mainz	W. GroÏsch
Holtbrecher, S.	"	-	"	S Holtbrecher
SCHNEUR Jos	FLPS	jschneur@chd.lu	7, rue de Rises Echternach	Jos Schneur
SCHMIT M.	F.L.P.S.	mathias@plv	31 rue de Hellange L 3327 Coartheun	M. Schmit
Gerstner, Joachim	Ministerium für Umwelt und Verbraucherschutz Saarland	j.gerstner@umwelt.saarland.de	Keplerstraße 18 66117 Saarbrücken	J. Gerstner
Brenner, Thomas	MULEWF	Thomas.Brenner@mulewf.rlp.de	Kaiser-Friedrich-Str. 1 55116 Mainz	T. Brenner
JØRGENSEN, LOTHAR	SGD NORD-FISCHEREI	lothar.joergensen@sgd.nord.rlp.de	NEUSTADT 21 56068 KOBLENZ	L. Jørgensen
Georg Ohs	DAN LV RLPS	georg.ohs@myqix.de	Saarsstraße 6 54441 Schöden	G. Ohs
Alwin Beckler	F.V.S.			A. Beckler
Heinz RIEHM	MUV-Saad.	h.riehm@umwelt.saarland.de	Kepler-str. 18 66117 Saarbrücken	H. Riehm
Max LAUFF	AGE	max.lauff@eau.etat.lu	Esch	M. Lauff
Paul SCHROEDER	PIGR	paul.schroeder@miv.etat.lu		P. Schroeder
Tom Veissé	AGE	tom.veisse@eau.etat.lu	1, avenue du Red'n Roll L 4361 Esch-sur-Alzette	T. Veissé



# Fédération Luxembourgeoise des Pêcheurs Sportifs A.s.b.l

placée sous le Haut-Patronage de S.A.R. le Grand-Duc Jean de Luxembourg  
affiliée à la C.I.P.S. et au C.O.S.L.

47, rue de la Libération L-5969 ITZIG Téléphone 36 65 55 Fax 36 90 05

<http://www.flps.lu> E-Mail: flps1@pt.lu

## Besatzplan für die Saison 2012 / 2013 : Vorschläge der Gewässerkommissionen : Kompromiss mit dem obersten Fischereirat

### MOSEL :

15.000	Kg.	6000kg Rotaugen
2.000	Kg.	2000kg Schleien
2.000	Kg.	1000kg Karpfen
2.000	Kg.	0 Barben
2.000	Kg.	2000kg Rotfedern

### GRENSAUER :

8.000	Kg.	5000kg Rotaugen fangfähig	! gut verteilt um Konzentrationen von Räubern zu vermeiden
5.000	Kg.	30000st Nasen	einsommerig
2.000	Kg.	0 Gründlinge	
20.000	Stück	60000st Bachforellen	einsommerig
20.000	Stück	60000st Äschen	8-10 cm

### MITTELSAUER :

5.000	Kg.	5000kg Rotaugen	fangfähig ( um 15 cm )
2.000	Kg.	0 Barben	> 20 cm
1.000	Kg.	0 Güstern	
1.000	Kg.	20000st Nasen	> 25 cm einsommerig
1.000	Kg.	0 Haseln	
1.000	Stück	1000st Bachforellen	fangfähig (25-30 cm)
1.000	Kg.	0 Brachsen	
1.000	Kg.	0 Gründlinge	
500	Kg.	30000st Äschen	fangfähig einsommerig

### OUR :

1.000	Kg.	0 Haseln	(Our supérieure)
1.000	Kg.	0 Haseln	(Our inférieure)
15.000	Stück	15000st Bachforellen	einsommerige (Our supérieure)
10.000	Stück	15000st Bachforellen	einsommerige (Our inférieure)
15.000	Stück	15000st Bachforellen (mit Perflussmuscheln infiziert)	10-15 cm (Our supérieure)
10.000	Stück	10000st Äschen	einsommerige (Our supérieure)
		10000st Äschen	einsommerig ( Our inférieure)
500	Kg.	500kg Rotaugen	15 cm (Our inférieure près Wallendorf)

### STAU :

<u>Fischart</u>	<u>Hauptsee</u>	<u>Misärsbrücke</u>	<u>Béiwen</u>	<u>Grösse</u>
Hecht	1.500 Stück 1000st	300 Stück 300st	500 Stück 500st	25 +
Zander	1.000 Stück 1000st	500 Stück 500st	500 Stück 500st	25 +
Schleien	1.000 Kg. 1000kg	500 Kg. 500kg	500 Kg. 500kg	25-30 cm
Rotfeder	500 Kg. 1000kg	500 Kg. 0	500 Kg. 500kg	15-20 cm
Rotaugen	1.000 Kg. 1000kg	500 Kg. 500kg	500 Kg. 500kg	15-20 cm
Karpfen	//	//	// 250kg	//
Seeforellen	2.500 Kg. 1500kg*	500 Kg. 0	1.000 Kg. 500kg	30 +
Seesaibling	1.000 Stück 1000st	200 Stück 0	200 Stück	30 +
Aal	500 Stück 0	250 Stück 0	250 Stück 0	20 +
Barsch	// 0	// 0	250 Stück 0	15-20 cm

\*Forellen werden ausschließlich in der Schutzzone ausgesetzt oder nach Möglichkeit mit einem Boot verteilt

## Beschluss

### Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln

#### 1. Der Landtag stellt fest:

95 000 aktive Freizeitfischer und 41 Berufsfischereibetriebe haben ihre Fanggründe in Rheinland-Pfalz. Als Land mit vielen Fließgewässern, Bundeswasserstraßen, vielen Mittelgebirgsflüssen sowie Seen und Teichen haben wir die besten Voraussetzungen, diese Jahrtausende alte Tradition in unserem Land zu bewahren. Schon heute haben die Angler und Fischer ein großes Verständnis für die Umwelt und setzen sich selbst nachhaltig für den Naturschutz ein. Mit der naturnahen und nachhaltigen Bewirtschaftung unserer Gewässer helfen sie dabei, die Natur im Gleichgewicht zu halten.

Die Angler und Fischer übernehmen auch wichtige Aufgaben im Gewässerschutz und sind nicht zuletzt aufgrund der besonderen Ausbildung und ihrer Kenntnisse immer ein Partner in Sachen Gewässerschutz und Verbesserung der Gewässergüte.

Der Landtag stellt fest,

- dass die Ausbildung der Angler in Rheinland-Pfalz eine besondere Qualität hat. Damit ist gewährleistet, dass jeder, der zum Angeln an einem Gewässer in Rheinland-Pfalz berechtigt ist, sich nicht nur in den Techniken des Angelns, sondern insbesondere in der naturnahen Fischerei auskennt. Der hohe Standard der Ausbildung trägt dazu bei, dass rheinland-pfälzische Angler naturbewusst und tiergerecht angeln und eine besondere Sensibilität für den Umweltschutz aufweisen;
- dass die Belastung der Gewässer in Rheinland-Pfalz in den letzten Jahrzehnten abgenommen hat. Trotzdem kann es zur Anreicherung von Problemstoffen (z. B. PCB) in fetten Fischen kommen, die eine Gesundheitsgefährdung des Menschen darstellen können, da Lebensmittelgrenzwerte überschritten werden können. Es ist als Erfolg anzusehen, dass gemeinsame Verzehrempfehlungen mit dem Saarland und Luxemburg für die betroffenen Grenzgewässer im Juli 2012 ausgesprochen wurden. Darüber hinaus wurden das rheinland-pfälzische Merkblatt für Angler im August 2012 aktualisiert und gemeinsam mit dem Saarland Verzehrempfehlungen für die deutsche Saar gegeben;
- dass es bei der internationalen Zusammenarbeit an den Grenzgewässern vereinzelt zu Abstimmungsschwierigkeiten über Maßnahmen an diesen Gewässern kommt, so wie zuletzt am luxemburgischen Sturwehr bei Rosport;
- dass es in einigen Gewässern bzw. Gewässerabschnitten durch den Fraß des Kormorans zu einer Bedrohung verschiedener Fischarten und insoweit auch der Biodiversität kommen kann. Dies gilt insbesondere für einzelne Arten wie Aal und Bachforelle. Da Kormoran auch in der Laichzeit jagen, kann die Fortpflanzung der vorhandenen Fischarten beeinträchtigt werden.

II. Der Landtag fordert die Landesregierung auf,

- den heutigen Standard der Fischereiausbildung in Rheinland-Pfalz auf seinem hohen Niveau zu belassen und gemeinsam mit den Fischereiverbänden auf eine bundeseinheitliche Regelung bei der Fischerprüfung hinzuwirken, die den rheinland-pfälzischen Standards gerecht wird;
- auf den Bund einzuwirken, dass er bekannte Gefahrenstoffe im Rahmen von anliegenden Gewässern bzw. ausbeuten im vertretbaren Rahmen entnimmt und entsorgt;
- in der Grenzfischereikommission der Länder Luxemburg, Rheinland-Pfalz und des Saarlandes verstärkt auf die Zusammenarbeit aller Betroffenen hinzuwirken, sodass ein Fischsterben wie im letzten Sommer an der Sauer vermieden werden kann;
- die Belastungen der Gewässer weiter zu kontrollieren und auf Gefahren für die menschliche Gesundheit durch den Verzehr von Fischen weiterhin hinzuwirken. Dafür müssen Messergebnisse frühzeitig ausgetauscht und einheitliche Regelungen gefunden werden. Dabei gilt es neben der Zusammenarbeit mit den Fischereiverbänden auch in der interregionalen Zusammenarbeit auf die Lösung der Problematik der grenzüberschreitenden Flüsse und deren Belastungen in Nachbarländern hinzuwirken;
- auch in Zukunft in der Grenzfischereikommission der Länder Luxemburg, Rheinland-Pfalz und des Saarlandes eine einheitliche Regelung in Bezug auf angelegte Flussfische in den gemeinsam bewirtschafteten Flussabschnitten der Mosel, Sauer und Our abzustimmen, die über die Öffentlichkeitsseite der Vertragsparteien textgleich und möglichst zeitnah veröffentlicht wird;
- den zuständigen Ausschuss des Landtags und die betroffenen Verbände zeitnah über die Ergebnisse der Studie zu informieren, die bei der staatlichen Vogelschutzwärte zum Vorkommen des Kormorans in Auftrag gegeben wurde. Sollte es zu einer Weiterentwicklung der Verordnung kommen, so wird eine ausgewogene Lösung auch gemeinsam mit den anderen Bundesländern angestrebt, die neben den Notwendigkeiten des Vogelschutzes auch die Auswirkungen auf die Fischbestände berücksichtigt.

Vorstehender Beschluss wurde vom Landtag in seiner 33. Sitzung am 30. August 2012 gefasst.

Mainz, den 04. SEP. 2012

gez. Joachim Mertes  
Präsident des Landtags

Vorstehende Abschrift stimmt mit der Urschrift überein.

Mainz, den 04. SEP. 2012

In Vertretung

(Dr. Paul J. Glaben)  
Ministerialdirigent